

N° 812 — 4 F
DU 1^{er} FEV. AU 8 FEV. 79

NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Siderurgie :
l'heure de
l'action directe



TRANSPORTS: ÇA DERAILE !

POUR FRANCK OSWALD

L'histoire est simple, mais elle est atroce. En août 1972, un jeune Français, Franck Oswald, donne des cours à l'Alliance française de Montevideo. Des cours de photo, ce qui est normal pour un photographe. Ce qui ne l'est pas, en tout cas, qui n'est pas du goût des autorités uruguayennes, c'est que, en plus de ses activités officielles, Franck Oswald met son talent au service des tupamaros. Des opposants au régime. Le 17 avril 1974, Franck est arrêté au domicile de sa fiancée. D'emblée, la police, peu suspecte dans ce pays de tendresse, emploie les grands moyens : supplice de la baignoire, matraquage. Jusqu'en août. Franck a 22 ans. Transféré dans une section disciplinaire à Libertad, il est condamné en août 1975 à neuf ans de prison.

Voilà pour les faits. Franck Oswald n'a jamais un seul instant nié les faits qui lui étaient reprochés. Puisque, effectivement, il a mis son âge, son enthousiasme, sa générosité au service d'une cause qui lui apparaissait digne de le mobiliser. D'ailleurs, comment ne pas s'indigner face à la barbarie de tout un régime sous la botte duquel tout un peuple agonise.

On aurait aimé que M. l'Am-

bassadeur de France à Montevideo soit plus prompt qu'il ne l'a été dans le souci qu'il se doit d'avoir de la vie d'un Français. Quand un Français est matraqué au point d'en perdre la vue plusieurs jours durant. Quand Monsieur l'Ambassadeur le sait. Quand Monsieur l'Ambassadeur, prévenu le lendemain de l'arrestation, met huit jours pour prévenir la famille de l'inculpé, du torturé. Merci, Monsieur l'Ambassadeur de la France à Montevideo !

Faut dire que lorsque l'ambassade décide de s'occuper de « l'affaire Franck Oswald », elle trouve le jeune Français en bonne santé. Franck est en bonne santé puisque Franck lui-même, en présence de militaires, déclare à M. Benaroch, consul de son état, qu'il n'a pas été torturé. C'est pas une preuve ça ? Du coup, M. Benaroch ne trouve rien d'anormal. Rien. Mais quand la famille de Franck veut rendre visite à son fils, le Quai d'Orsay, qui s'occupe des affaires juteuses de la France en Uruguay, s'y oppose. Ce n'est qu'en décembre 1978 que Catherine Fleury, la sœur de Franck, verra son frère. Un homme défait par les coups, brisé. Pour soixante cartes d'identité falsifiées.

Crédits photos : P. 1 : D.R. ; P. 6 : D.R. ; P. 8-9 : D.R. ; P. 10 : D.R. ; P. 12 : D.R. ; P. 14 : D.R. ; P. 15 : dessin (« La puce à l'oreille », éd. Stock).

IL FAUT SAUVER KOUZNETSOV

Le P.S.U. s'est associé à l'action du comité international pour la libération de Kouznetsov, condamné à mort en 1970, on s'en souvient, pour avoir tenté de dérober un avion afin de s'enfuir à l'étranger. C'était au moment de la condamnation à mort des « trois de Burgos ». La pression de l'opinion internationale avait fait céder le bourreau de Madrid. Moscou céda aussi et commua la peine de mort en quinze ans de prison. Mais en fonction d'une nouvelle loi soviétique sur la piraterie aérienne, Kouznetsov devrait déjà être libre. Il lui reste sept ans de camp à faire dans les pires conditions et il est gravement malade. Kouznetsov, l'auteur du *Journal d'un condamné à mort*, écrit dans les camps, qui avait déjà passé quinze ans en prison pour s'être solidarisé avec Siniaevski et Daniel symbolise la lutte pour la liberté contre un régime qui la nie tout en se qualifiant abusivement de socialiste.

ABONNEMENTS 79 A TRIBUNE SOCIALISTE

Chacun le sait. Les finances sont le nerf de la guerre.

D'importantes décisions ont été prises concernant la presse du parti lors du Congrès de Saint-Etienne, que nous expliquerons en détail dans le prochain numéro de T.S. Tribune Socialiste, hebdomadaire réduit, continuera à paraître complété par une publication mensuelle. Mais cette presse du parti, renouée, ne pourra pas voir le jour si chaque adhérent du P.S.U. n'est pas conscient qu'il faut régler son abonnement à T.S. dès le mois de janvier. Il vaut pour T.S. hebdo et sa publication mensuelle.

Nous demandons aux trésoriers de section de veiller tout particulièrement à la réalisation de cette demande.

Ne pas omettre de joindre aux titres de paiement (chèque bancaire ou C.C.P.) les cartes destinées à T.S., soigneusement remplies.

Les chèques bancaires ou C.C.P. sont à libeller au nom de Tribune socialiste ou S.N.P.P.

TARIF

Cat.	Salaire mensuel	Montant de l'abonnement
A	moins de 2 000 F	100 F
B	de 2 000 F à 2 999 F	150 F
C	de 3 000 F à 3 999 F	200 F
D	de 4 000 F à 4 999 F	250 F
E	de 5 000 F à 5 999 F	300 F
	A partir de 6 000 F x fois 100 F et par tranches supplémentaires	aux 300 F

Pour les camarades qui touchent 13 ou 14 mois de salaire par an, le calcul du salaire mensuel réel s'effectue de la façon suivante :

Salaire mensuel $\times$ 13 ou 14 = salaire

12

mensuel réel à prendre comme référence pour le montant de l'abonnement à régler.

La Trésorerie de T.S.

Publicité

● Comprendre les idéologies

Les idées, les croyances, les valeurs
Michel Simon - 256 pages - 49 F.

● Le marxisme

Théorie de la pratique révolutionnaire
Jean Guichard - 304 pages - 30^e mille
4^e édition - 58 F.

● La pensée contemporaine

Marxisme, libéralisme, personnalisme, anarchisme, existentialisme, les nouveaux philosophes, etc...
Michel Richard - 234 pages - 56 F.

● Pratique de l'expression

orale, écrite, audiovisuelle, travail personnel
Charles Maccio - 160 pages - 35 F.

● Société française et lutte de classes

Histoire du mouvement ouvrier - Michel Branciard
Tome I - 1789-1914 - 216 pages - 45 F
Tome II - 1914-1966 - 280 pages - 53 F
Tome III - 1966-1977 - 246 pages - 58 F
Les trois tomes 140 F (au lieu de 156).

Editions Chronique Sociale

7, rue du Plat - 69288 LYON CEDEX 1

Port gratuit

Tribune Socialiste nouvelle formule

Tribune Socialiste nouvelle formule (voir TS n° 811) sortira à partir de la semaine prochaine ; donc, le 8 février, pour la publication hebdomadaire, et (probablement) le 1^{er} mars, pour la publication mensuelle.

Nous rappelons aux secteurs, commissions, fédérations et sections du parti que la nouvelle formule, en particulier sa publication hebdomadaire, repose en grande partie sur les informations précises qu'ils adresseront à TS : compte rendu de leurs activités et prévisions qui doivent permettre de dresser un calendrier politique consistant.

Il n'est pas nécessaire (ni souhaité) de nous envoyer des kilos de papiers ou de longs articles. Quelques lignes brèves retraçant les activités marquantes (répondant aux questions : Qui ? Quoi ? Où ? Quand ? Comment ? Avec quelles conséquences ?), lorsqu'il ne s'agit pas d'une question d'importance nationale, suffisent. Il serait bon d'y joindre les matériels de propagande (les tracts par exemple). Sans ces informations, TS ne fonctionnera pas.

Le « bouclage » du journal devra (pour des raisons techniques) être terminé le lundi soir ; les informations doivent donc arriver rue Borromée le lundi de chaque semaine au plus tard. Une courte présentation de la nouvelle presse du P.S.U. sera faite dans le n° 813.

● **Du 30 janvier au 11 février (Sevran) :** le Centre culturel communal de Sevran organise 15 jours de solidarité avec les immigrés. Cette quinzaine d'animation cinématographique, artistique et politique sur l'immigration se veut « éclatée » dans la ville, les quartiers, les écoles, les foyers d'immigrés. Très riche programme : des chanteurs et groupes de tous pays ; des films ; des expositions ; une journée portes ouvertes au foyer Sonacotra de Sevran, actuellement en lutte pour le droit au logement et contre la hausse des loyers ; un conseil municipal extraordinaire sur le problème de l'immigration ; des débats ; une animation permanente dans l'ensemble des écoles et C.E.S. de Sevran. Pour de plus amples renseignements sur les horaires et les lieux d'animation s'adresser au Centre culturel, Parc Louis-Armand, 28 rue du Général Leclerc, 93270 Sevran, tél. 383-54-40.

● **Samedi 3 février (Fabrègues) :** poursuite du travail engagé par les GASAL (Groupes d'actions locales pour un socialisme autogestionnaire). Au cours de cette rencontre il sera discuté du budget communal (à partir du budget de Fabrègues) : faut-il budgétiser tous les services ou faire payer les seuls usagers ? : rôle des commissions extra municipales ; budget et consultation populaire ; comment modifier l'impôt ? De 14 h 30 à 17 h 30 à la Salle Paul Doumer (mairie), Fabrègues dans l'Hérault.

● **Samedi 3 février (Paris 6^e) :** réunion d'information et débat sur l'objection et l'insoumission, organisée par le CLO (Comité de lutte des objecteurs). De 14 à 17 h au 46 rue de Vaugirard, M^o Saint-Sulpice. Le CLO tient sa permanence les lundi, mercredi et samedi de 14 à 18 h, 6 impasse Popincourt, Paris 11^e.

● **Lundi 5 février (Paris 15^e) :** suite de la réflexion sur l'informatique organisée par la fédé de Paris. Trois commissions se tiendront : informatique, pouvoir et impérialisme ; informatique et travail ; informatique et vie quotidienne. Ces réunions sont ouvertes à toutes les personnes intéressées, P.S.U. ou non. A 19 h au 9 rue Borromée, M^o Volontaires. Il y aura une pause-buffet.

● **Mardi 6 février (Paris 11^e) :** autre réunion d'information et de débat sur l'objection et l'insoumission, toujours organisée par le CLO (voir ci-dessus, 3 février). Cette réunion aura lieu à 19 h 30, à l'AGECA, 177 rue de Charonne, dans le 11^e arrondissement.

● **Jeudi 8 février (Amiens) :** Ciné-Luttes continue son boulot qui consiste à faire connaître tous les films que le circuit commercial a écarté de la distribution amiénoise. Dans ce cadre il vous invite à aller voir **Comment ça va ?** de Jean-Luc Godard, un film fondamental sur l'impact des mass-media. A 18 h 30 et 20 h 30, salle Gérard Philippe au C.S.C. Guynemer (quartier du Pigeonnier).

● **Jeudi 8 février (Rennes) :** le CRIFAS (Centre rennais d'information et de formation pour l'autogestion socialiste) propose une soirée-débat, animée par un groupe de femmes travaillant dans la perspective d'une société autogestionnaire, sur le thème : « Travail's au féminin » (domestique et professionnel). Pas de « tête d'affiche », pas de réponse toute prête : des montages de panneaux, d'interviews, les témoignages des femmes — et des hommes — présents serviront de base à la réflexion et à la discussion. A 20 h 30, maison du Champ de Mars, Rennes.

● **Vendredi 9 février (Blois) :** meeting organisé par la section locale du P.S.U. sur le thème : « Socialisme et liberté ». Participeront à ce débat le comité national de soutien à Rudolph Barho, le Tribunal Russell et Jeanne Brunschwig, de la commission internationale du P.S.U. A 20 h 30, salle Dupré.

● **Samedi 18 février (Béziers) :** meeting de l'Occitanie sur le Marché commun. Les fédérations P.S.U. du Gard et de l'Hérault ont décidé d'intervenir dans le cadre du colloque et du meeting prévus le 10 février. Elles ont appelé les fédérations P.S.U. du sud-est et de Midi-Pyrénées. Rendez-vous samedi devant le palais des congrès de Béziers à 10 h 30, afin d'unifier les interventions P.S.U. ■

humeur

Que Messieurs les policiers commencent...

Pour protester contre la violence, à court d'idées pour faire parler d'eux, les flics avaient laissé leurs armes au vestiaire. C'était un minimum pour que, bavure comme une autre, quelques Français ne s'étouffent pas de rire en regardant passer la manif. La seule manif de l'année qui aura reçu l'autorisation d'aller à la préfecture de police. Ça a du bon, la non-violence. Il ne manquait à leur fête que des militaires protestant contre la guerre et un carré de patrons râlant contre le chômage.

Les policiers ont raison de s'insurger : huit morts et une centaine de blessés en 1978, la coupe déborde. Les manifestants, les ouvriers, les basanés, les cyclomotoristes, les voleurs de poules, les jeunes aux cheveux longs, les promeneurs nocturnes qui se liguient pour donner une mauvaise image de notre police ne peuvent pas en dire autant. Ce n'est pas chez eux que l'on pourrait aligner les morts injustes et les blessures inutiles. Décès, coups, plaies et bosses, voilà cette violence dont la pacifique police est victime : c'est en se jetant avec sauvagerie sur nos paisibles gardiens de l'ordre que tous ces gens aux motivations troubles se tuent, se blessent ou se mutilent.

Combien de policiers injustement meurtris dans leurs chairs en se jetant en avant pour sauver un interpellé qui tombe dans l'escalier ? Combien de policiers hospitalisés pour s'être courageusement interposés entre un manifestant et une porte de car de police dans laquelle, entraîné par sa violence, il va se heurter ?

Il suffit de compulser les statistiques : à chaque fois qu'en ce pays un homme ou une femme se retrouve à l'hosto pour avoir voulu éprouver la nonchalance de nos agents ou de nos CRS, ils se retrouvent devant les juges pour *violences à agents*. C'est sans doute ce que l'on appelle « tomber sur un flic ». Chaque année au détour d'une rue paisible ou d'une manif tranquille, il y a des milliers de gens qui tombent sur des flics par inadvertance. Ce qui explique sans doute le ras-le-bol et la protestation de ces derniers.

Mais à la place des policiers je me méfierais : car si vraiment ils veulent que l'on diminue la violence on finira par les prendre au mot. On les retirera des rues, on les ôtera de la vue de manifestants et, déguisement suprême, on leur enlèvera leurs casquettes et leurs boutons dorés. Ils seront tout nus et aussi craintifs que le moindre passant.

Cela mène tout droit au chômage.

C.-M. VADROT ■

P.S. — Je tire ma révérence et me tire avec mes irrévérences. A *Maintenant* il ne manquera pas de goudrons et d'Ayatollahs auxquels il faudra tirer la barbe. Merci d'avoir supporté mes mauvaises humeurs et mes condoléances à ceux qui ont défendu le pape contre mes imprécations.

N.D.L.R. — ... Irrévérences, imprécations et mauvaises humeurs qu'on espère bien retrouver dans notre prochain mensuel.

LE POIDS D'UN PARTI

[...] Contrairement à ce qu'a affirmé A. Touraine dans Le Matin du 18 janvier (« Le poison pilote »), le rôle du P.S.U. n'est pas terminé alors que des séquelles du stalinisme subsistent au P.C. et en raison des ambiguïtés du P.S.

Mais pour que le P.S.U. joue pleinement son rôle, il faut absolument qu'il augmente de façon très sensible le nombre de ses adhérents. Dans notre société, le poids d'un parti se mesure essentiellement au nombre de ses adhérents. Il faut donc par des propositions concrètes et un langage simple s'adresser aux Français confrontés à de très graves problèmes : chômage, coût de la vie, cadre de vie.

Pierre MARTIN, Laragne ■

LE « B » A « BA »

[...] Il est nécessaire que Tribune socialiste soit accessible à tous en définissant le « b » à « ba » de la politique grâce à des articles simples, clairs et précis abordant des sujets concrets afin d'informer objectivement les jeunes qui se cherchent ou d'autres qui en ont ras-le-bol de la salade démagogique qu'est la politique en général.

Pensez aux « faiblards » en français, aux peu instruits, aux manuels éreintés après leurs huit heures, afin que le travailleur se sente concerné et que l'on retire cette image du type qui, par ignorance, abrutissement ou conditionnement, vote n'importe quoi tel un mouton de Panurge qui suit le troupeau. Un terrien,

P. de Le Salle ■

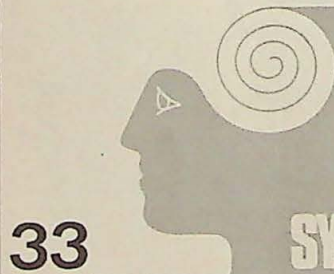
VIENT DE PARAÎTRE

Critique socialiste, n° 33

CRITIQUE SOCIALISTE

Revue théorique du PSU

problèmes du travail et mouvement des femmes



SYROS

« PROBLÈMES DU TRAVAIL ET MOUVEMENT DES FEMMES

AU SOMMAIRE :

Où en sommes-nous	5
Huguette Bouchardeau	
Division sexuelle et division sociale du travail	11
Suzanne Goueffic	
La place des femmes dans le monde du travail	35
Claude Michel	
Les évolutions syndicales	69
Margaret Maruani	
Salaire domestique ou droit au travail	97
Catherine Lapiere	
Les problèmes de l'avortement	109
Josette Boisgibaut, Huguette Bouchardeau	
Christiane Chamblain, Sophie Goupil, Perrine Simon	
Regard d'homme sur le mouvement des femmes	119
Bernard Laude	
Bibliographie	125
Dominique Lambert	

PRIX : 15 F

ABONNEMENT : 5 numéros, 75 F

Chèques à l'ordre des Ed. Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris. C.C.P. 19706 28 Paris.

cinéma 79

FEVRIER - N° 242

(numéro exceptionnel de 140 p.)

DOSSIER - AUTEUR
ERIC ROHMER

ETUDE
LA TV AUX U.S.A.

ENQUETE
LES LIVRES
DE CINEMA

ENTRETIENS
J.-C. GUIGUET
CIRO DURAN

APRES CARTHAGE
LE CINEMA
TIERS-MONDISTE
à la recherche
de son identité

TELEVISION
LES CYCLES PAGNOL
et CLARENCE BROWN
ET L'INDEX 78

En vente partout : 12 F
et 6, rue Ordener, Paris 18°

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐

NOM Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint : René Lanarche

● Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, C. Desliat, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan

● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fenu, Filipandré

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleur

Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Administration et publicité : 566-45-37

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :
S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

● Editorial

L'autre retour

par A. Tlemcen p. 5

● Où va la France ?

La Ligue dans l'impasse

par L. Goldberg p. 6

Propos d'un absent

par V. Fay p. 7

Transports : ça déraile !

dossier préparé par la section

S.N.C.F.-services centraux

et M. Mousel p. 8-9-10

Interview fiction : le « réalisme »

de Pierre Mauroy

par M. Anvers p. 11

● Social

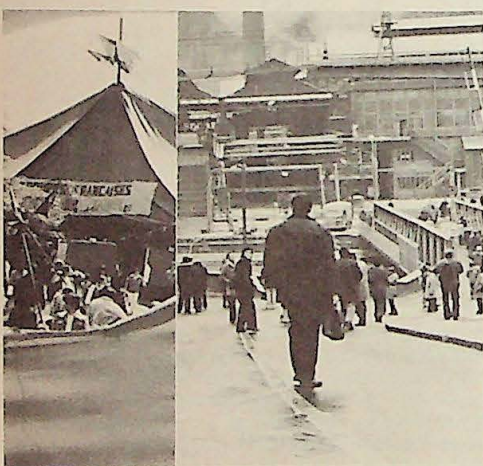
Sidérurgie :

l'heure de l'action directe

par J.-Y. Sparfel p. 12

Rhône-Alpes : offensive contre

la crise p. 12-13



● Et pourtant elle tourne

Algérie : l'après Boumedienne

par G. Chopin p. 13-14

● Les armes de la critique

Livres :

La puce à l'oreille p. 15

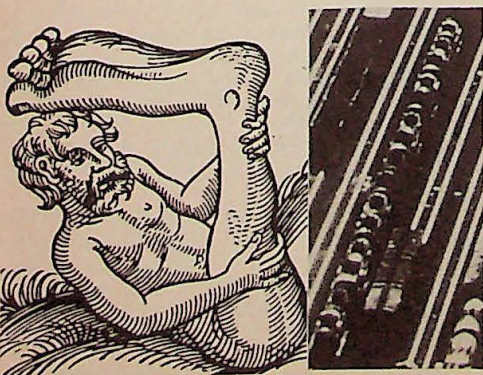
La lucidité et la grandeur

par M. Etienne p. 15

Dansons la Carmagnole

par V.L. p. 15

Maintenant p. 16



Iran : l'autre retour

Par Alain TLEMEN



Avec le retour de l'exilé, rien ne va plus pour Bakhtiar. Les jeux subtils du Premier ministre iranien sont faits. Ses timides tentatives en vue d'assurer une transition en douceur entre la dictature fasciste du shah et la constitution d'un gouvernement un peu plus « populaire » aboutissent à une impasse. En cette période de montée irrésistible du mouvement populaire dans un pays plongé dans l'anarchie économique et politique, Bakhtiar s'était voulu l'homme du compromis. « Pour remettre son pays sur les rails de la démocratie », il a cru qu'il pouvait tenir en mains une armée quelque peu tentée par la sédition. Avec cet atout, il a négocié avec des personnalités religieuses modérées : d'accord avec le retour de

l'Ayatollah Khomeiny en qui il reconnaît « une très grande personnalité religieuse », mais à condition que les apparences de la légalité soient sauvées. Et pour cela, l'intraitable patriarche de Neauphle-le-Château devait faire preuve de modération. Le tout pour éviter coûte que coûte de donner à l'armée le prétexte d'intervenir directement dans l'imbroglio politique iranien. Pour Chapour Bakhtiar, c'était donnant donnant : à lui la garantie de la fidélité des troupes, aux religieux les concessions, afin que le rideau puisse tomber sur le drame qui se joue d'heure en heure dans l'ancienne Perse.

Ensuite, Bakhtiar comptait envoyer aux urnes les citoyens, même en vue d'instituer une république, reléguant à tout jamais la monarchie Pahlavi dans les oubliettes de l'Histoire. Mieux, le Premier ministre « constitutionnel » s'apprêtait à faire amende honorable auprès du vieillard inflexible (l'Ayatollah) dans l'intransigeance duquel tout un peuple se reconnaît contre la tyrannie du shah « réfugié » maintenant au Maroc. En somme, la quête d'une légitimité populaire pour ce qui n'était que construction légaliste.

Oui, mais voilà : cette construction s'est écroulée pan par pan comme un château de cartes. Finis les compromis, l'heure est aux combats de rue. Ce qui a ruiné ce projet quelque peu irréaliste, c'est que Bakhtiar ne disposait pas d'une carte maîtresse : l'armée. Le Premier ministre a été obligé d'assumer les massacres perpétrés sans son ordre par les militaires au lieu de les dénoncer. On a assisté à un véritable sabotage par les généraux de toute tentative de compromis, surtout à partir du moment où le Premier ministre s'est décidé à tenir compte pour toute esquisse de solution du phénomène religieux.

Pour leur libération, les Iraniens, privés pendant de longues années de l'encadrement de partis politiques décimés pendant le règne du shah, ne voient de salut que dans un retour aux sources chiites dont il serait absurde de sous-estimer les courants progressistes voire subversifs ; c'est un des paradoxes, et non des moindres, de la tragédie iranienne. Cela, les militaires n'en veulent à aucun prix et ils sont prêts à aller jusqu'au bout. Résultat : Bakhtiar, l'exclus du parti de Mossadegh, est un homme fini. Plus question pour l'Ayatollah de recevoir le représentant d'un gouvernement qu'il juge illégal et responsable des tueries. Bakhtiar en est à tergiverser sur le retour de Khomeiny qui n'a pas défait ses valises, en arguant du prétexte de sécurité. Mais il lui a été vertement répliqué : « chaque fois que l'armée s'est occupée de sécurité, cela s'est terminé dans le sang ».

Certes, il ne faut mythifier le danger que représente l'armée. Mais dans un contexte où même les religieux perdent un peu de leur autorité sur les manifestations du peuple, le shah pourrait bien encore manipuler une Iran déjà meurtrie, par garde impériale et régiments parachutistes interposés.

Dans cette confusion à laquelle participe le manque d'approfondissement programmatique des religieux — ce qui altère les solidarités à l'intérieur comme à l'extérieur — un autre retour en force serait à craindre : le Maroc n'est pas si loin de l'Iran.

où va la france ?

3^e congrès de la L.C.R. : La ligue dans l'impasse

Entre le projet autogestionnaire et les dogmes hérités du passé, les militants de la L.C.R. devront pourtant choisir un jour...

Au terme de son 3^e congrès, la L.C.R. est entrée dans une phase de crise sans précédent dans les annales de cette organisation. Réunis pendant quatre jours, du 25 au 28 janvier, à Saint-Gratien, dans la banlieue parisienne, les délégués des sections ont vainement tenté de se mettre d'accord sur une ligne politique claire et sur une direction capable de l'appliquer.

Pourtant, il y a quelques semaines à peine, les choses se présentaient sous les meilleurs auspices pour la direction sortante. En août dernier, elle avait fait approuver par une large majorité du comité central un projet de thèses qui consacrait le rapprochement des deux grandes tendances traditionnelles de la L.C.R. : la tendance « historique » qui

tion historique », largement désavouée a perdu la plus grande partie de son autorité.

La dérive vers l'« OCLification »

Que s'est-il passé ? En fait, le rapprochement de la direction sortante et du courant « dogmatique » s'est traduit par une orientation largement dominée par les thèmes traditionnels de ce dernier. Partant d'une analyse irréaliste de la situation créée par la défaite de mars 78, les thèses adoptées par le comité central revenaient à considérer que la division suscitée par les « directions réformistes » constituait le seul obstacle à

rapprochement, voire un projet de fusion avec O.C.I. - A.J.S.

C'est pour bloquer cette dérive vers l'« oclification » de leur organisation que s'est créée la « tendance 3 » animée par l'équipe de **Critique communiste**, la majorité des rédacteurs de **Rouge** et le secteur enseignant. D'abord très minoritaire, cette tendance a finalement, et contre toute attente, réussi à recueillir l'adhésion de 40 % des militants de la L.C.R. et à équilibrer, à un mandat près, la « tendance 4 » des dirigeants historiques flanqués d'une partie des « dogmatiques ».

Instabilité et désarroi

Le congrès n'a pas réussi à trancher entre ces deux courants, et le nouveau comité central élu à la proportionnelle — ce qui est une nouveauté à la L.C.R. — ne comporte aucune majorité. Quant aux « dirigeants historiques », désavoués par leur base qui a fui vers la « tendance 3 », ils se retrouvent très isolés dans un courant dominé en fait par les dogmatiques proches de Filoche.

Même si elle réussit à sauver les apparences, en maintenant par exemple Alain Krivine à sa tête, la L.C.R. entre dans une période d'instabilité et de désarroi. D'autant que la transformation de **Rouge** en hebdomadaire à partir du 2 février sanctionne un échec réel.

Le débat politique devra bien se poursuivre. Il est resté jusqu'à présent très largement académique et formel.

Certes, les animateurs de la « tendance 3 » ont eu raison de rappeler leurs camarades au réalisme, en ce qui concerne le rapport des forces et les capacités offensives du mouvement ouvrier après la défaite électorale. Ils ont également eu raison de s'opposer à une conception purement incantatoire de l'unité des partis traditionnels, sans que soit défini sur quoi cette unité devait se faire, sur quel contenu et dans quelles formes. Ils ont aussi eu raison de s'inquiéter de la disparition des thèmes autogestionnaires de la propagande de la Ligue, des dangers de sectarisation que recelait le projet de rapprochement avec l'O.C.I. - A.J.S., du risque encouru par la L.C.R. de se couper des mouvements de masse extérieurs à la gauche institutionnelle.

Contradiction

Mais peuvent-ils en rester là ?

L'extrême gauche, et singulièrement sa branche trotskiste, s'est développée depuis 1968 sur un terrain de mouvements sociaux nouveaux, souvent extérieurs à la classe ouvrière mais non sans impact sur elle.

Entre les thèmes anti-autoritaires, anti-hiérarchiques, autogestionnaires portés par ces luttes et mouvements et les conceptions héritées des sectes trotskistes existait une contradiction flagrante. C'est ce qui explique en dernière analyse l'incapacité de l'extrême gauche à peser sur la réalité politique et sociale.

Cette contradiction est au cœur des difficultés actuelles de la L.C.R. Entre l'autogestion comme projet d'organisation sociale, comme conception de la conduite des luttes, et les dogmes hérités du passé, il faudra bien choisir.

Léo GOLDBERG ■



La Ligue en congrès :
une crise sans précédent.

dirige l'organisation depuis l'origine, et la tendance « dogmatique » proche de l'O.C.I. - A.J.S. L'ambition des « dirigeants historiques » était d'amorcer le dépassement de ces clivages traditionnels autour d'un « recentrage » idéologique et politique. Or, précisément, cette tentative se solde par un échec complet : non seulement la L.C.R. paraît aujourd'hui plus divisée qu'elle ne l'était il y a quelques mois, mais, la « direc-

une offensive ouvrière victorieuse. Cette analyse débouchait tout naturellement, si l'on peut dire, sur le mot d'ordre de « préparation de la grève générale », ladite grève générale ayant bien entendu pour débouché politique un « gouvernement P.C. - P.S. ». On reconnaît là le penchant à l'incantation qui caractérise les sectes dogmatiques issues du trotskisme. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce qu'une telle orientation débouche sur un

Après le congrès de Saint-Etienne

Propos d'un absent

Il m'a été impossible de participer au congrès de Saint-Etienne. Je le regrette d'autant plus que j'ai participé activement à sa préparation et que j'avais beaucoup de choses à dire. Cette absence avait cependant un bon côté. Elle m'a permis d'observer à distance le déroulement et les résultats du congrès. V.F.

Ces résultats ont été pour une part surprenants, inquiétants même. Si les résolutions adoptées ont été dans l'ensemble correctes, leur caractère trop abstrait et le caractère trop interne des débats ont occulté les objectifs prioritaires de lutte à court terme.

D'où l'impression que le congrès n'a pas consacré assez d'attention à ce qui préoccupe les travailleurs, c'est-à-dire en premier lieu, au chômage et au coût de la vie. On a mis l'accent sur les slogans qui, dans l'immédiat et à court terme, ne paraissent pas mobilisateurs.

Citons, à titre d'exemple « la réduction immédiate de la semaine de travail à 35 heures, sans diminution de salaire, et l'interdiction d'heures supplémentaires au-delà des 35 heures ». Revendications justes, mais applicables progressivement, et non immédiatement, sauf dans certaines professions.

Il est évident que les travailleurs, menacés de chômage, ne s'engageront pas dans l'action en avançant l'exigence qui ne leur paraît pas réalisable dans l'état actuel du rapport des forces. En revanche, n'ont pas été assez développées les revendications vraiment immédiates, telles que l'interdiction des heures supplémentaires au-delà des 40 heures, le ralentissement des cadences, la 5^e semaine de congés payés, la 5^e équipe pour le travail continu, l'horaire à la carte, surtout pour les femmes, la création d'emplois dans les transports, l'enseignement et les services de santé, l'avancement de l'âge de la retraite, la généralisation et l'égalisation des indemnités de chômage, etc.

L'anneau de la chaîne

De même, la défense de la Sécurité sociale et la nécessité de son amélioration n'impliquent pas, toujours dans l'immédiat, « l'établissement d'un système unique de retraite ».

Supprimer les cloisonnements, unifier les taux des cotisations et des prestations est une chose, supprimer le système des retraites complémentaires en est une autre. Cette mesure présente le danger de couper la classe ouvrière de la plupart des cadres.

Ces remarques tendent à montrer que le meilleur mot d'ordre n'est pas le plus extrême, mais le plus mobilisateur et qu'il faut discerner à chaque instant les objectifs immédiats permettant d'engager l'action. Lénine a parlé à ce propos de « l'anneau de la chaîne » qu'il importe de saisir pour entraîner toute la chaîne.

La résolution-clé sur l'unité populaire et sur l'unité d'action, est conforme à l'orientation de la direction sortante. Elle permet au P.S.U. de prendre des initiatives que le congrès n'a pas suffisamment mises en avant. Le P.S.U. a toujours prôné l'unité d'action de toutes les formes du mouvement ouvrier, le dépassement des cloisons étanches entre partis et syndicats, la participation des municipalités, des organisations familiales et sociales à l'action commune.

En Lorraine, dont l'industrie est menacée d'effondrement, outre les élus de gauche, rejoints par certains élus du centre et de la droite, les syndicats réformistes (C.G.C., F.O., C.F.T.C.) s'engagent dans l'action avec la C.G.T. et la C.F.D.T. sous la pression impérieuse des événements.

Il revient au P.S.U. de prendre l'initiative de former des comités pour la défense de l'emploi, largement ouverts et les plus représentatifs possibles. Une telle initiative, prise localement et régionalement, devrait permettre au P.S.U. de sortir de son isolement et à ses militants de se montrer les meilleurs défenseurs des intérêts des travailleurs.

On pourrait envoyer sur place des militants chargés, avec les responsables régionaux, de former une équipe volante, chargée de publier un journal local, des tracts, des convocations, de réunir tous les représentants du mouvement ouvrier en vue de se mettre d'accord sur les objectifs et les moyens de l'action de masse à engager, y compris l'action directe.

Le danger isolationniste

Pour maintenir cette orientation, il a été plus aisé que prévu de contenir et d'isoler au congrès le courant pro-rocadien qui s'est fait jour au sein de la majorité du parti. Ses représentants, peu nombreux, ont renoncé à engager le débat et à se compter, en retirant leur amendement.

En revanche, a resurgi le courant isolationniste, de filiation gauchiste, qui a été rejoint, lors des votes décisifs, par les tenants du courant dit « communiste auto-gestionnaire » d'inspiration plutôt libertaire. Cette conjonction rappelle celle qui a eu lieu au Congrès de Lille en 1969, où trotskistes et maoïstes ont failli s'emparer de la direction du parti.

Ce danger a été écarté de justesse ; il n'en subsiste pas moins et la rupture de

l'union de la gauche l'a favorisé, alors qu'il s'était effacé pendant la période de l'euphorie unitaire dans l'attente de la victoire électorale de la gauche.

Ce danger est d'autant plus redoutable que les militants du P.S.U., viscéralement hostiles au réformisme et au stalinisme, sont enclins à mettre davantage l'accent sur leur « différence » que sur leur « convergence » avec les partis de gauche traditionnels.

Les prochaines assises de ces partis pourraient accentuer la polarisation dans nos rangs. Le succès des rocardiens au congrès du P.S. encouragerait ses partisans au P.S.U. Le raidissement sectaire du 23^e congrès du P.C.F. renforcerait le courant isolationniste. Par contre, la relance de l'action unie des travailleurs favoriserait la politique unitaire de la direction.

Il ne faut pas, pour éluder les clivages, se réfugier dans des prises de position « principielles ». Le congrès ne s'est pas prononcé, quant au fond, malgré l'urgence, sur l'élection à l'Assemblée européenne et sur l'extension du Marché commun, le remettant à plus tard. Alors qu'il a décidé de présenter un candidat à l'élection présidentielle de 1981.

Cette dernière décision paraît prématurée, car il est trop tôt de prévoir dans quelles circonstances cette élection aura lieu. Entre-temps, un autre congrès du parti sera réuni et nul n'a le droit de le mettre devant un fait accompli.

Le temps presse

Lors des scrutins sur l'unité populaire et l'unité d'action, la majorité ne l'a emporté que de quelques mandats. C'est ainsi que l'amendement, tendant à limiter l'unité d'action à des accords tactiques et ponctuels, n'a été repoussé que par 4 % de voix.

Autrement dit, la politique, visant à conclure des accords durables de portée stratégique — à l'exclusion d'un accord programmatique — avec les partis et organisations de masse, sur la base d'une plateforme revendicative pouvant déboucher sur des perspectives d'accession au pouvoir, n'a été approuvée que par une courte majorité.

Certes, les isolationnistes ne se sont pas constitués en courant organisé, comme ils y avaient droit. En raison de leur diversité, ils ont préféré apparaître comme l'expression d'une « sensibilité » ou plutôt d'une « insensibilité » unitaire, ce qui leur a permis d'accéder au Bureau national.

Tel qu'il a été, avec ses avancées et ses réticences, le XI^e congrès a marqué à la fois la résolution et la difficulté d'engager le parti dans la lutte pour l'unité d'action en vue des objectifs immédiats et précis.

Le temps presse, la gauche traditionnelle, divisée, est inapte à l'heure présente à rendre l'espoir aux travailleurs. Pourtant, la volonté unitaire de ceux-ci reste inentamée. Au P.S.U., avec ses faibles forces, mais avec toutes ses forces, de participer à la recherche, sur tous les terrains et à tous les niveaux, de l'unité d'action, condition première de la riposte à l'offensive de la bourgeoisie.

Victor FAY ■



Pierrefonds :
voie « déposée », gare désaffectée...

Transports : ça déraile !

Suppressions d'emplois, réduction du réseau, liberté de tarifs, limitation des investissements, tels sont les points saillants du contrat que la S.N.C.F. se prépare à signer avec le gouvernement. Et préparation de l'échéance de 1982, pour laquelle on parle avec insistance de l'éclatement de la S.N.C.F. en plusieurs sociétés... Qu'on ne s'y trompe pas : cette affaire de la S.N.C.F. est sociale, économique, écologique et finalement politique.

La bombe a éclaté à l'occasion d'un discours de Joël Le Theule dans une récente réunion ministère-syndicats-direction. Mais elle était préparée de longue date.

- Dans le programme de Blois (janvier 78), Barre avait inclus un point 10 ainsi rédigé : « **Revenir à la vérité et à la stabilité des prix par une économie de concurrence** ». Cet objectif ne visait pas que le secteur privé, puisqu'il fut précisé qu'il devait se traduire par la vérité des tarifs publics et une réduction de moitié des subventions de l'Etat.
- Sentant venir l'orage, la direction de la S.N.C.F. crut bon de se « couvrir » en présentant trois scénarios pour l'avenir de l'entreprise, un haut, un bas et un médian, es-

comptant qu'à tout le moins ce dernier serait retenu. Politique de gribouille : c'est sur le projet le plus bas qu'elle fut invitée à poursuivre le travail.

- En juillet 78, publication du rapport Guillaumat (c'est à un représentant des intérêts pétroliers qu'a été confiée la présidence d'une commission d'étude de la réorganisation de la S.N.C.F. !). « **Le fonctionnement de l'appareil des transports terrestres selon les règles de l'économie de marché est possible. Il est socialement préférable. Le jeu de la concurrence peut corriger un excès regrettable et mal connu des déplacements et transports...** » Sic, re-sic et re-re-sic.

- Automne 78. Grèves de cheminots et ma-

nifestations d'usagers, les premiers contre les conditions de travail, les seconds contre des suppressions de dessertes : la S.N.C.F. a déjà pris les devants.

- Février 1979 : le ministre des Transports reprend l'essentiel des idées du rapport Guillaumat :

- 1) Réduction du réseau. Le projet de réseau noyau « conseillé » à la S.N.C.F. se traduirait par la fermeture, d'ici à 1983, de 20 000 km de lignes (sur 34 500) et de 3 000 gares (sur 4 000).

- 2) Priorité à la rentabilité à tout prix, notamment par contraction du personnel, et mise en cause de son statut et de ses avantages sociaux (l'ensemble ayant été critiqué explicitement par Le Theule, y compris la promotion interne !).

- 3) Transfert aux régions et collectivités locales des dessertes qu'elles souhaiteraient maintenir.

- 4) Liberté des tarifs : totale pour les marchandises, partielle pour les voyageurs ; mais on prévoit, pour ceux-ci, la possibilité de les moduler dans le temps : moins chers en périodes creuses, plus chers en périodes de pointe.

- 5) Restriction des investissements, alors que déjà 30 % de ceux-ci seulement sont affectés à d'autres opérations que les transports en région parisienne et le T.G.V. (35 % chacun).

- 6) A l'horizon 82-83, démantèlement en

Le cercle vicieux de la régression

Témoignage, entre autres, des hésitations des responsables de la S.N.C.F. sur la contraction du réseau, celui de M. Jean-Luc Flinois, directeur commercial « marchandises » de la Société nationale, dans l'Usine nouvelle : « Faut-il supprimer les lignes déficitaires ? Jean-Luc Flinois n'en est pas convaincu. Même d'un point de vue strictement commercial. La concentration est une conception technocratique, assure-t-il. Lorsque 90 % du trafic s'effectuent sur 50 % du réseau, supprimer l'autre moitié du réseau peut avoir des conséquences négatives sur le trafic de la première moitié. Car le service proposé n'est plus le même. Or, on a déjà constaté que l'élagage, même modéré, entraînait une dégradation de la qualité du service, qui accentue la désaffection à l'égard du rail, laquelle rend inéluctable un nouvel élagage ». Conclusion de l'auteur de l'article : « C'est ce qu'on appelle un cercle vicieux ».

Usine nouvelle,
7 septembre 1978. ■

plusieurs sociétés (selon le « modèle » O.R.T.F. : une pour les marchandises, une pour les voyageurs, une pour l'équipement, etc., chacune devant se débrouiller pour être « rentable » sans se préoccuper des besoins des usagers), et poursuite de la privatisation de certaines activités.

Le chemin de la privatisation

Le travail de sape est commencé depuis longtemps. En voici, parmi d'autres, quelques exemples :

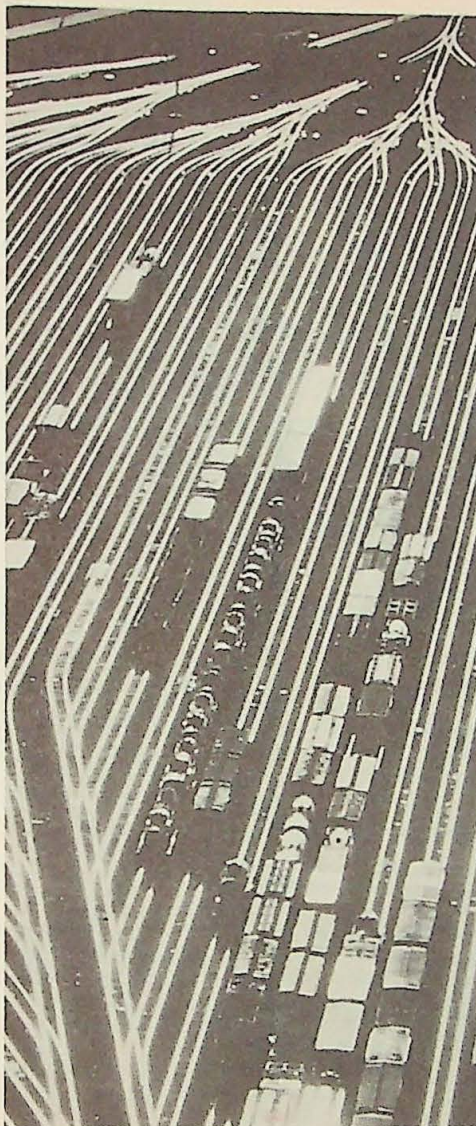
● **Les transports en wagons privés.** Sous prétexte de réduire les investissements à la charge de la S.N.C.F., en réalité parce que les crédits nécessaires ont été orientés prioritairement vers des investissements permettant des suppressions d'emplois, on a laissé se développer le parc des wagons dits de particuliers (appartenant à des propriétaires privés) qui, bien entendu, « écrèment » les meilleurs trafics et reçoivent des ristournes appelées « redevances » qui atteignent 900 millions par an.

En fait, faute de renseignements statistiques valables, personne ne sait exactement à la S.N.C.F. si les ristournes versées correspondent aux services rendus par les investisseurs privés. Ce qui se dit sous le manteau, c'est que certains types de wagons privés atteignent des rentabilités de 17, 22, voir près de 30 %. C'est dire que la S.N.C.F. paie bien les capitalistes.

● **Les filiales et sociétés assimilées.** Là aussi, sous prétexte de s'alléger des tutelles ministérielles, on a confié à des sociétés à statut privé les transports utilisant des techniques de pointe : C.M.C. (Compagnie Nationale des Cadres) pour les conteneurs ; Movatrans, pour les wagons kangourous ; Seranam (Service National des Messageries), pour les colis et depuis le 1^{er} janvier pour les bagages.

● **La sous-tarification.** 900 millions de man- que à gagner sur les transports effectués pour le compte des grosses entreprises capitalistes.

● **La sous-traitance systématique.** Pour réduire le personnel S.N.C.F. on donne à faire à des sociétés privées tous les travaux qui ne sont pas strictement du domaine ferroviaire : service des bagages ; nettoyage des



D'ici à 1983 :
20 000 km de lignes appelés à disparaître (sur 34 500)

Une page publicitaire éditée en mars 1978 (!)

Au bout de ces voies la fortune d'un pays.

De nombreux pays ont compris qu'ils ne pouvaient pas d'abord leur développement sans un bon réseau ferroviaire : sur tous les continents et sous tous les climats, le rail demeure l'outil de base du développement économique.

Il s'agit donc aujourd'hui, dans des pays de plus en plus nombreux, de relancer plus ou moins complètement des réseaux fatigués. Et cela, c'est la vocation même de Francorail MTE.

Equipe humaine, matériel roulant, matériel fixe, construction, Francorail MTE propose aux pays soucieux de mettre entre les mains des techniciens sa

technique d'outil ferroviaire moderne nécessaire à leur développement.

Pour preuve depuis 10 ans : Turquie, Brésil, Guinée, Cameroun - cette politique de coopération technique vaut aujourd'hui à Francorail MTE une place de leader mondial dans le domaine ferroviaire.

Cela se voit partout dans le monde. Et cela commence à se voir en France.

Francorail MTE, 215 rue de la République, 93100 La Courneuve, France. Tél. 01 49 10 10 10. C. de France 1000000000.

Francorail MTE exporte ses techniques et son savoir-faire.

voitures à voyageurs ; réparation des wagons ; travaux informatiques où, pour un employé extérieur, la S.N.C.F. paie quatre fois le salaire d'un cheminot et même parfois pour des activités ferroviaires (affermage de l'exploitation de certaines lignes à des compagnies privées).

● **L'embauche de contractuels,** sans statut, sans garantie, travaillant avec un contrat précaire et révoquant. A noter qu'alors qu'elles ne représentent que 10 % des effectifs globaux de la S.N.C.F. (1), la moitié des contractuels sont des femmes.

L'accentuation des inégalités

L'application du rapport Guillaumat conduira à un renforcement considérable des inégalités en France, comme si ça ne suffisait pas déjà, et ce d'un double point de vue.

Du point de vue régional, la contraction du réseau, les modifications tarifaires et les perspectives de transfert aux collectivités locales vont aggraver le déséquilibre entre régions riches et régions pauvres. Le réseau « noyau » qui peut intéresser la S.N.C.F., c'est celui qui aura le plus fort trafic, donc celui qui relie entre elles les régions les plus industrialisées (pour les marchandises) et les plus peuplées (pour les voyageurs). A cela viendra s'ajouter l'abandon de la « péréquation tarifaire » (tarif unique pour un même transport, quelle que soit la distance ou la rentabilité de la ligne) : par définition, ceux qui sont déjà défavorisés le seront encore plus. Enfin, dans l'optique du transfert de certaines lignes aux régions ou collectivités locales, seules pourront se le permettre celles qui ont une capacité contributive suffisante. Pierre Mauroy peut toujours plastronner à la télévision à propos de la prise en charge, par la région Nord - Pas-de-Calais, d'une partie de l'équipement et du service ferroviaire : il s'ensuivra probablement une amélioration pour les travailleurs de cette région. Mais la même politique est-elle possible en Auvergne ?

Du point de vue social, il faut rappeler que 25 % des « ménages » n'ont pas d'autre moyen que les transports publics. Ils seront les premiers touchés par la régression du système. De plus, on prévoit la suppression du tarif famille nombreuse, des billets de congés payés, et, mieux encore, la modulation des tarifs en fonction de l'heure et du jour de départ. Les P.D.G. pourront choisir les jours moins chers. Les travailleurs, qui ne décident pas de leur heure d'embauche ou de la date de leurs vacances, se verront réserver les jours et heures les plus chers !

Le prétendu déficit

Et d'abord, qu'appelle-t-on exactement « déficit de la S.N.C.F. » ? Des chiffres si différents sont cités qu'il n'est pas inutile de préciser un peu. Pour l'essentiel, les subventions versées par l'Etat à la S.N.C.F. (16 milliards en 1978), n'ont rien à voir avec un déficit : une partie (10 milliards) sert à compenser les charges de service public propres à la S.N.C.F. (réductions, banlieue parisienne, etc.) ; l'autre (6 milliards) vient compenser, pour le régime de certains des cheminots, les conséquences des importantes contractions d'effectifs qui ont été imposées depuis la Libération.

Le seul vrai déficit qui était prévu pour 1978 était d'un niveau très inférieur (2,5 milliards), résultant de l'insuffisance des recettes par rapport aux dépenses. Il aurait



Un train « bloqué » en 1909 :
il y a 70 ans, déjà...

LE TEMPS DES GARES

Signe des temps, les chemins de fer entrent au musée. A Beaubourg précisément, avec l'exposition « **Le temps des gares** ». Cependant, rien à regretter : non seulement l'iconographie est remarquable, mais de plus la fonction de la gare (et du chemin de fer)

est analysée sous ses aspects à la fois architectural, économique, sociologique, stratégique, etc. Un exemple entre tous : certains militants y retrouveront une séance de « décoration » du rapide Paris-Madrid au moment du procès de Puig Antich...

dû être couvert par une augmentation des tarifs... qui a été retardée pour cause d'élections législatives.

Mais cette vision comptable est elle-même très discutable pour apprécier l'activité de la S.N.C.F. En premier lieu, la réduction des effectifs, combinée avec la modernisation, a entraîné une croissance de la productivité qui fait de la S.N.C.F. une championne « toutes catégories » : la productivité a **quintuplé** depuis la naissance de la S.N.C.F. (1938) ! Les cheminots l'ont souvent payé de leurs conditions de travail. Au moins pourrait-on relativiser les discours sur le déficit.

Ensuite, à quantité transportée équivalente, le chemin de fer consomme près de **cinq fois moins d'énergie** que la route — et c'est l'une des utilisations les plus justifiées de l'énergie électrique (consommée en grande partie aux heures creuses).

Enfin, peut-être faudrait-il tenir compte de l'hécatombe sur les routes, ainsi que du déploiement de moyens mis en œuvre pour l'éviter (gendarmerie, ambulances, hélicoptères, services spéciaux d'alerte dans les hôpitaux, etc.). Mais ça, le rapport Guillaumat n'en parle pas. Et pour cause : il représente les intérêts de la route.

Ajoutons que la S.N.C.F. contribue beaucoup, sans en profiter, à l'équilibre du commerce extérieur français et aux profits des constructeurs de matériel ferroviaire, domaine dans lequel la France bénéficie d'une position privilégiée sur le marché mondial. Elle offre en quelque sorte gratuitement sa technologie et son réseau, vitrine et banc d'essai, à ces entreprises.

Quelle « concurrence » ?

Que signifie, en matière de transports terrestres, la frénésie concurrentielle du pouvoir ? En l'état actuel, pas grand-chose. Il existe des domaines où les trois moyens (route, fer, eau) peuvent être comparables : par exemple, les produits sidérurgiques entre la batellerie et la voie ferrée, ou les primeurs entre celle-ci et la route. Il en

existe aussi où un seul moyen de transport peut assurer le service : les péniches ne livreront jamais les commerçants détaillants.

Or, même là où un moyen de transport peut se substituer à un autre, la sélection par les coûts comparés — sur laquelle repose l'idée de la concurrence — ne peut s'exercer. Les coûts réels sont faussés d'un triple point de vue :

- en termes d'économie globale : on l'a dit déjà, sur le plan de la consommation d'énergie et de la sécurité ;

- sur le plan des charges d'investissement et d'entretien, assumées par la collectivité pour la route, par l'entreprise pour le chemin de fer ;

- sur le plan social enfin. Il y a des disparités considérables de temps et de conditions de travail, ainsi que de rémunérations, entre les cheminots, les artisans routiers ou bateliers, et les salariés des entreprises routières et fluviales.

La concurrence ne peut donc qu'être un moyen de maintenir l'exploitation des travailleurs des entreprises privées et, en plus, d'aggraver (pour les rapprocher) celle des cheminots. La seule solution acceptable est donc une planification de l'ensemble du système de transports, assurant par le haut l'égalisation des conditions de travail (35 heures en particulier), et de rémunération, assurant le meilleur service au moindre coût (économique et social).

Organiser la riposte

Le P.S.U. a déjà pris position dans son programme sur des objectifs de transition en matière de transports (**Vivre, produire, travailler autrement**, pages 179 à 183). Mais aujourd'hui, devant la gravité de la menace qui pèse sur la S.N.C.F., il est nécessaire d'organiser immédiatement la riposte et la défense des travailleurs et usagers, riposte qui devra s'étendre sur toute la période où les menaces se manifesteront : pas seulement dénoncer le projet de contrat d'entreprise avant qu'il ne soit adopté et pro-

tester ensuite. Trois objectifs doivent être poursuivis :

1) Concerter cette riposte avec les fédérations syndicales des transports (pas seulement des cheminots, car il ne s'agit pas d'une sorte de défense « corporative » du rail), les groupements d'usagers, de consommateurs, du cadre de vie, etc. Que ce soit au niveau national ou au niveau local, cette concertation pourrait prendre par exemple la forme de « comités d'action pour les transports publics ».

2) Renforcer les groupements d'usagers là où ils existent, aider à la création là où ils n'existent pas, **en liaison avec les travailleurs des transports et leurs organisations**. Au cours des derniers mois, de nombreuses manifestations d'usagers ont montré que le mécontentement s'organisait (La Tour du Pin, Plouaret, Houdan, Montfort-l'Amaury, etc.). Fait significatif : on s'en inquiète à la S.N.C.F. Fait encore plus significatif : on s'inquiète encore plus, à la S.N.C.F., que des cheminots y aient participé et travaillé avec les groupements d'usagers. La preuve ? Deux cheminots de la gare de Lyon, Daniel Kerne, militant C.F.D.T., et Patrick Seignon, militant C.G.T., viennent de comparaître devant le conseil de discipline de Paris-Sud-Est.

3) Engager, dès maintenant et jusqu'en 1982, année où viennent à expiration la mission et l'organisation actuelles de la S.N.C.F., une campagne pour imposer un large débat public sur le système des transports : quelle politique et quelles priorités doivent être définies ? Comment doit être animé le service public, le problème de la gratuité ? Comment lier le transport à un développement maîtrisé, équilibré entre les régions ? Comment travailleurs et usagers peuvent-ils exercer leur contrôle ?

Une telle campagne entre parfaitement dans les perspectives définies par la commission « Initiatives » du XI^e congrès.

(1) Au total, la S.N.C.F. emploie 270 000 agents.

Dossier préparé par la
Section S.N.C.F. - Services centraux
et Michel MOUSEL. ■

Où l'on retrouve le problème des nationalisations

- Le 31 décembre 1982, la totalité des actifs de la S.N.C.F. appartiendra à l'Etat. L'indemnisation des anciennes compagnies se sera étalée sur 45 ans. Cette indemnisation n'a pas été perdue pour les groupes financiers qui contrôlaient les compagnies. Elle a même permis à l'une d'entre elles, le P.L.M., de renaître de ses cendres et d'exploiter notamment... la restauration sur les autoroutes.

- Incroyable : on dénombre au moins 45 filiales directes de la S.N.C.F., sans compter les sous-filiales de ces filiales, etc. La S.N.C.F. y est généralement associée à des capitaux privés. Double avantage : le personnel échappe au statut des cheminots, et ça permet d'isoler les secteurs bénéficiaires de la société mère, « par définition » déficitaire.

- Des entreprises privées se substituent dans de multiples domaines aux activités de la S.N.C.F. et beaucoup d'entre elles sont spécialisées dans l'emploi de la main-d'œuvre immigrée. Mais ces entreprises n'obéissent pas aux mêmes contraintes que la S.N.C.F. : pendant les jours de froid, si des trains ont été bloqués, c'est souvent parce qu'il n'y avait pas d'équipes d'entretien de voies disponibles...

La S.N.C.F. : un exemple quasi-parfait de nationalisation dénaturée. ■

Interview-fiction

Le "réalisme" de Pierre Mauroy

Février 1991 : l'industrie automobile est gravement malade. Pour le Dr. Mauroy, un remède : la reconversion vers la sidérurgie... Comme toujours, les "utopistes" ricanent.

Et encore une fois, la gauche se divise. Si l'analyse de la crise rapproche les points de vue : surcapacités de production dues aux prévisions « aberrantes » des experts sur l'évolution de la demande, intervention de l'Etat « socialisant les pertes financières » et permettant restructurations et reconversions en fonction des créneaux « porteurs » au niveau mondial ; en revanche, les solutions avancées par les partis et syndicats divergent, quand elles ne s'opposent pas.

● Pour les uns, la question des surcapacités de production est parfaitement relative : les besoins des Français sont loin d'être satisfaits, proclament-ils. La preuve ? les ménages américains possèdent chacun 2,3 automobiles alors qu'en France on n'en est qu'à 1,8.

Ils estiment que le démantèlement de l'industrie automobile française procède d'une soumission délibérée aux puissances occidentales : la vente des filiales étrangères de Peugeot-Citroën à la General-Motors n'en est-elle pas l'illustration flagrante ?

● Les autres se réclament du réalisme. Visage tendu, les poings dans les poches, Pierre Mauroy qui vient d'être réélu président du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais l'a clairement expliqué sur le perron de l'Elysée à l'issue de son entretien avec le Président de la République : « que voulez-vous, a-t-il déclaré, l'industrie française n'a pas su prendre le virage du tout électro-

nique et une partie de notre appareil de production est vétuste. En outre la demande ne sera plus jamais comme avant, a-t-il poursuivi. Sur le marché français comme sur les marchés extérieurs, les chances de notre industrie sont compromises par les produits des pays en voie de tertiairisation qui possèdent des unités de production ultra-modernes, fort compétitives en raison aussi de leurs coûts salariaux extrêmement bas. Dès lors, rien ne sert de leurrer les Français : les restructurations, les reconversions sont inéluctables. Car continuer à produire dans ces conditions des automobiles qui ne se vendent pas serait criminel à l'heure où la situation de l'économie française, dépendant de l'extérieur pour 67,34 % de sa consommation, commande de la part de chaque Français un effort d'austérité et de productivité pour imposer nos produits sur les marchés étrangers, pour répondre aux défis de notre temps et pour sauvegarder notre indépendance nationale ».

« Mais attention, a précisé soudain le maire de Lille, l'index dramatiquement tendu vers les caméras de télévision, seul un gouvernement de gauche pourra conduire, sans drame social, ces reconversions vers les secteurs où la demande mondiale est maintenant porteuse. »

— Quels secteurs ?

— Et bien, a avancé prudemment le digni-

taire socialiste, on pense notamment à la sidérurgie, où les capacités de production réduites de façon drastique après la grave crise de 1977-79, se révèlent en cette année 1991 insuffisantes pour faire face au boom de la demande des secteurs des travaux publics et de la construction électrique. Boom dû principalement à l'équipement forcené en barrages hydrauliques, de toutes tailles, en usines marémotrices et centrales éoliennes, des pays les plus touchés par la déconfiture du nucléaire. » Fin de citation.

Enfin dernière note discordante dans les discours « de gauche » : les utopistes. Ceux-là osent d'abord ironiser à l'heure où tant de travailleurs sont touchés par la crise et risquent d'aller rejoindre le cortège des 2 756 000 demandeurs d'emploi (chiffre corrigé des variations saisonnières). Ils prétendent en effet que la crise actuelle de l'automobile trouve son origine précisément dans le plan de sauvegarde de l'emploi, mis en œuvre lors de la faillite de la sidérurgie. D'une part parce que ce plan a mis en place des capacités de production bien supérieures aux besoins existants et d'autre part parce qu'il a facilité, voire fortement subventionné l'implantation des constructeurs américains et la production de ces modèles révolutionnaires qui allaient mettre en péril notre industrie.

Leurs propositions ? Comme d'habitude, elles tendent à éluder le problème. Ils se réfugient dans le général, estimant ridicule de se prononcer sur tel ou tel niveau de capacités de production sans s'interroger sur le pourquoi et la nature de la demande. Pourquoi des automobiles, pour quels types de services, quelles relations établir avec les producteurs régionaux d'acier, de mécanique, de textile. Quelle technologie utiliser pour diminuer et se répartir le temps de travail... Pour un peu ils remettraient en cause le principe même de la voiture individuelle. Ils oublient simplement que les sociétés privées de transport ferroviaire ne desservant plus que les grands axes, priver les Français de leur automobile, équivaldrait à les priver des moyens de se déplacer.

Marc ANVERS

Le Figaro, 2 février 1991 ■

Une seule solution : la mobilisation

Réunies à l'initiative de la commission économique du P.S.U., une quarantaine de personnes, parmi lesquelles des militants politiques et syndicalistes de différentes branches et régions (notamment Lorraine, Belgique, Danemark) ont « planché », samedi dernier, sur les problèmes de restructuration industrielle, à partir de deux rapports : l'un sur la crise de la sidérurgie, l'autre sur le textile.

De ces rapports intéressants, mais parfois très académiques, et des débats qui les suivirent sont ressortis plusieurs points forts, ainsi que la décision de tenir, aux alentours du 17 février, une réunion en Lorraine sur les questions de reconversion et de restructuration industrielle. Réunion qui associera des sidérurgistes lorrains, belges, luxembourgeois et allemands.

Concernant la crise de la sidérurgie, il convient d'en distinguer les causes structurelles et conjoncturelles, ont souligné plusieurs intervenants : baisse générale de l'activité, mais aussi transformation de la demande d'acier (existence de substituts, utilisation différente de l'acier dans le secteur du bâtiment dont une partie croissante de l'activité porte désormais sur la rénovation, dans le secteur des transports...). La question des surcapacités de production (30 à 40 %) doit être ainsi appréciée sous l'angle de la nature de la demande et de son évolution prévisible.

Cette prise en compte de la modification des consommations en aval est capitale, car elle conduit à s'interroger sur le type

de consommation souhaitable au niveau national et sur le type de production à réaliser au plan régional en fonction, d'une part, des équipements productifs existants dans les différents secteurs d'activité dans la région, et d'autre part des technologies nouvelles qui pourraient être mises en œuvre pour satisfaire cette consommation (avec en priorité ces moyens régionaux) et pour répondre avec une organisation différente de la production aux revendications avancées sur les lieux de production : semaine de 35 heures, requalification du travail...

Cette découverte collective de contre-propositions alternatives ne peut pas se faire dans les bureaux de la DATAR, mais bien sur le terrain par les intéressés eux-mêmes, quitte à ce que la collectivité aide financièrement, par la suite, le plan de sortie de crise ainsi défini. Elle implique la mobilisation de tous : d'abord pour maintenir une capacité de production suffisante pour le pays et pour dégager un modèle alternatif.

L'entreprise est difficile, mais si les travailleurs ont ou auront du mal à articuler modes de production et de consommation, qu'ils sachent que la bourgeoisie a les mêmes difficultés.

Mais les choix qu'elle opérera, après avoir à l'occasion de la crise déclassé une partie de l'appareil de production, auront sans doute, été calculés au moindre coût... pour elle. Ils pourraient en revanche se révéler catastrophiques à terme pour la collectivité.

M.A. ■



La colère ouvrière :
un tournant dans la lutte des sidérurgistes.

Sidérurgie: l'heure de l'action directe

La colère monte chez les Lorrains. Après avoir sequestré le directeur de la Chiers, "libéré" par la police, les sidérurgistes attaquent le commissariat de Longwy.

Faire monter le niveau du rapport de force avec le pouvoir et le patronat : telle a été la préoccupation essentielle des militants et travailleurs de la sidérurgie, dans le Nord et en Lorraine. Ils sont incontestablement sur le point d'y parvenir.

Après avoir autoritairement imposé la restructuration de la sidérurgie française, le gouvernement croyait pouvoir appliquer ses décisions assez vite. Il dédaignait toutes les négociations que sollicitaient les organisations syndicales.

La volonté de ne pas céder

Mais, petit à petit, malgré des stratégies divergentes, des formes d'action opposées tant dans la forme que dans les objectifs, les organisations politiques et syndicales ont créé des mobilisations sans précédent. A Longwy, la manifestation des enfants, l'occupation de l'hôtel des impôts, des banques, du crassier ont peu à peu soudé toute une population. Dans le Nord, la mise à sac de la perception de Denain est hautement significative. Les ouvriers se sont, là, directement attaqués à un appareil important de l'Etat : celui de la collecte de l'impôt. Cet

impôt qui a si grassement servi à subventionner les maîtres de forges responsables des milliers de licenciements actuels...

Après Caen, Saint-Nazaire, Saint-Chamond, Trith-Saint-Léger, ces nouvelles manifestations de la colère ouvrière, sous des formes violentes, signent un tournant dans les luttes sociales. Ces actions ne relèvent pas de la « démonstration idéologique du nécessaire affrontement avec l'Etat et sa police ». Elles traduisent la volonté de milliers d'ouvriers de ne pas céder au chantage technocratique, aux lois du marché, au fatalisme du chômage. Pourtant les médias, les élus, les pouvoirs publics « ont mis toute la gomme » pour susciter la passivité des Nordistes et des Lorrains. Ils ne sont pas parvenus à noyer les multiples actions menées par les syndicalistes dans une campagne pleurnicheuse auprès de Giscard.

A ce propos, la presse a peu parlé de ce qui s'est passé vendredi dernier, à Longwy. Ce jour-là, 3 000 ouvriers en grève sont allés « passer par la fenêtre » les dossiers du siège patronal de la métallurgie. Ensuite, sur leur lancée, ils ont envahi le siège de l'« Association pour la promotion du pays haut » (dirigée par le maire U.D.R. de Gorcy : Labbé, qui est par ailleurs patron sidérurgiste lui-même). Ils signifiaient ainsi qu'ils ne se laisseront pas prendre à une unité de façade avec ceux-là même qui ont depuis des années mené ou cautionné la politique patronale. Les sidérurgistes ne refusent pas le soutien des autres couches sociales contre la mise au rebut d'une région comme Longwy. Mais en se battant dans leurs usines, pour y rester travailler, pour lutter plus efficacement, en en sortant que pour désigner à l'opinion les responsables, ils modifient les conditions de la bataille.

Ce que reconversion veut dire

Barre a été obligé d'en tenir compte : même si son intention est de ne pas céder (se conférer à cet égard aux déclarations de Giraud qui confirme chaque jour la volonté de liquider et de licencier), il a accepté de recevoir les organisations syndicales. L'annonce par celles-ci d'une journée nationale d'action pour la mi-février peut faire monter d'autant la mobilisation.

En attendant, les ouvriers de la sidérurgie

ne désarmeront pas. Ils n'ont rien à perdre que d'hypothétiques reconversions vers d'autres industries en pointillé. Certains d'entre eux déjà mutés d'Usinor-Thionville à Longwy, il y a un an, savent ce que reconversion veut dire : l'emploi au rabais pour « se faire virer » encore une nouvelle fois peu de temps après. Ils sont le dos au mur. Ils veulent de réelles garanties pour leur avenir. Voilà pourquoi ils séquestrent des patrons et sont prêts à aller très loin. Puisse cet acharnement, ce souci de « vivre au pays » entraîner des solutions politiques et industrielles décidées par les travailleurs eux-mêmes et les organisations syndicales et politiques. C'est aussi un enjeu de ce qui se déroule aujourd'hui en Lorraine.

Jean-Yves SPARFEL ■

Rhône-Alpes: Offensive contre la crise

Conflits durs dans la région depuis le début de l'année. Le 7 février, des **Etats Généraux de l'emploi** permettront de mesurer la combativité destravailleurs.

Depuis le début du mois de janvier, la situation sociale est tendue dans la région Rhône-Alpes : l'année 79 s'annonce chargée de menaces (550 licenciements annoncés chez Renault Véhicules Industriels - ex Berliet, 1300 à Manufrance St Etienne, 700 à Creusot-Loire, 40 000 chômeurs dans le seul département du Rhône) et les perspectives politiques restent fort limitées à des consultations électorales (cantonales, européennes) éloignées des préoccupations quotidiennes des travailleurs. Or, les conflits se traduisent dans la région, et à Lyon notamment, de façon assez dure : occupations d'usines ou de bureaux, grèves tournantes, séquestration de patrons à P.C.U.K.-Yvours dans la banlieue lyonnaise.

Parallèlement, l'action commune C.G.T. - C.F.D.T., qui s'est développée plus rapidement dans la région que dans le reste de la France, aboutira le 7 février à des « Etats généraux pour l'emploi et le mieux-vivre » à Lyon (soutenus par 33 organisations syndicales, professionnelles, étudiantes ou corporatives). Alors qu'en octobre dernier, la C.G.T. avait jugé démesurées les propositions de la C.F.D.T. (Etats généraux pour la création de 35 000 emplois nouveaux dans le Rhône, blocage des moyens de communication de l'agglomération lyonnaise, relèvement des salaires), il semble qu'à partir de ses propres analyses, elle se soit finalement rangée à cette tentative d'unité : « **Dix sept mille emplois industriels ont été supprimés depuis 1974 et l'on compte 460 règlements judiciaires ou liquidations de biens dans le département en 1978** », précise l'U.D. C.G.T. du Rhône qui s'attend encore à 4 000 suppressions d'emplois dans les temps à venir du fait de l'informatisation des services publics et privés.

Cette unité nouvelle, les deux grandes

organisations syndicales, soutenues ponctuellement par la F.E.N., la mettront à l'épreuve le 7 février car déjà des arrêts de travail sont prévus, ainsi qu'une importante manifestation dans le centre de Lyon l'après-midi.

Mais c'est aussi dans des actions « du-res » qu'on peut en mesurer la réalité à la base, où C.G.T. et C.F.D.T., l'une entraînant parfois l'autre ou inversement, sont à la pointe des luttes.

A Lyon-Gerland, la quasi-totalité des travailleurs de B.P.R. (Groupe Richier) occupe l'usine depuis le 15 janvier pour obtenir un relèvement général des salaires (bloqués depuis six mois) et s'opposer à un projet de licenciement touchant 307 personnes.

Aux Câbles de Lyon, qui appartient au groupe C.G.E., la direction a annoncé le 10 janvier 73 licenciements à l'usine de Gerland (s'ajoutant aux 293 de l'usine de Clichy et aux 70 de Calais) : depuis, des grèves tournantes et des débrayages ont lieu presque quotidiennement à l'appel de la C.F.D.T. d'abord seule, puis soutenue par la C.G.T., la C.F.T.C. et F.O.

A la société nationale des Ateliers de Vénissieux (S.N.A.V.), les ouvriers ont voté le 15 janvier, l'occupation de leur usine à une forte majorité, pour refuser les 187 licenciements « économiques » autorisés par la Direction départementale du Travail, malgré l'avis négatif de l'Inspecteur du travail. Une manifestation spectaculaire a bloqué une partie du centre de Lyon dans la matinée du 16, mais la direction de la S.N.A.V. a réagi en assignant les syndicats devant le Tribunal des Référés, pour que les locaux soient évacués par les forces de l'ordre.

A P.C.U.K.-Yvours (chimie), à Pierre-Bénite, la direction n'a pas tergiversé et la police est intervenue le soir même de l'occupation des locaux où les ouvriers retenaient le directeur et le directeur du personnel, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Cette « séquestration » calme mais déterminée, qui a duré six heures, avait pour but d'obtenir l'ouverture de négociations sur le secteur chimie-textile de P.C.U.K. où 248 suppressions d'emplois et 66 licenciements sont prévus depuis décembre.

La C.G.T. et la C.F.D.T., soutenues par les élus locaux de gauche, demandaient qu'aucun licenciement n'ait lieu mais qu'au contraire la branche soit relancée. Vers minuit, mercredi, les forces de police entraient dans l'usine et « libéraient » les deux directeurs. Le lendemain se tenait devant les grilles de l'usine de Pierre-Bénite, un meeting de 300 personnes au cours duquel les syndicats dénonçaient cette intervention du gouvernement, moins prompt à proposer des solutions de relance économique.

Un bon test

Des actions, donc, tous azimuts où la combativité syndicale, quelque peu émoussée depuis plusieurs mois (le traditionnel 1^{er} Mai en avait été la preuve), a semble-t-il repris sa force. Reste à savoir si ces actions malgré sa force, ont tout locales et dispersées, dont l'issue ne peut être que globale et nationale (crise du textile, de la machine-outil, de la chimie notamment), auront un impact sur la politique gouvernementale de « restructuration » sauvage et générale de l'économie. Et surtout si les prémices d'actions unitaires C.G.T. - C.F.D.T., notamment sur l'emploi (35 heures, 5^e équipe) ou le développement du pouvoir d'achat (relèvement du SMIC, augmentation générale des salaires), se confirmeront dans les semaines qui viennent. A ce titre, les « Etats généraux » du 7 février seront un bon test. ■

[et pourtant elle tourne]

Algérie :

L'après Boumedienne

Le colonel Chadli va succéder à Houari Boumedienne. Le président défunt ne laisse pas seulement un vide, mais aussi un héritage. Qu'en est-il de la "révolution socialiste" algérienne en 1979 ?

Mercredi 31 janvier, le congrès du F.L.N. achève ses travaux. Près de 3 000 participants élisent le colonel Benjeddid Chadli comme candidat unique à la présidence de la République. L'élection aura lieu le 7 février. Sa désignation ne constitue pas une surprise. Entre Mohamed Salah Yahiaoui, partisan d'une option socialiste, et Abdelaziz Bouteflika, plus porté vers une forme de socialisme libéral, le choix du colonel Chadli, commandant de la 2^e région militaire (Oranais), confirme le rôle d'arbitre de l'armée en la circonstance.

En prêtant solennellement serment du haut de la tribune du congrès, le futur président de la République algérienne, élu également secrétaire général du F.L.N., a tenu à affirmer qu'il demeurerait « fidèle à la voie tracée par le président Houari Boumedienne » et qu'il n'épargnerait aucun effort pour appliquer la Charte nationale, « bible » idéologique de l'Algérie.

C'est un fait que l'Algérie moderne repose entièrement sur l'héritage légué par l'ancien président de la République. Un héritage parfois contesté, mais qui oblige à la réflexion. Une réflexion que « T.S. » entame aujourd'hui.

Qu'en est-il de la « Révolution algérienne » en 1978 ? Le but avoué de l'action de Boumedienne était d'amener le pays au socialisme par trois grands moyens : les Révolutions industrielle, agraire et culturelle.

● **La Révolution industrielle.** Elle a débuté par la nationalisation des principales sociétés étrangères, culminant en 1971 par la nationalisation des hydrocarbures, et l'instauration de sociétés nationales, dotées d'une autonomie de gestion qui s'est souvent traduite par une gestion de type parfaitement capitaliste. Ce type de société nationale, pratiquant une politique de « hauts » salaires, fait même concurrence à l'Etat pour le recrutement de personnel formé : par exemple, une infirmière diplômée touchait, en hôpital, 900 dinars (D.A.) en septembre 77 pour une présence quasi-permanente, et 2 000 D.A. comme infirmière du travail dans une société nationale pour des horaires « de bureau » ; on comprend pourquoi la santé publique manque cruellement de personnel qualifié !

Par contre, le choix d'un tel type de société nationale s'explique (même si cela se discute !) par l'urgence d'un décollage économique de l'Algérie qui, il faut le reconnaître, s'effectue malgré de très nombreux problèmes. La priorité industrielle est donnée à l'industrie lourde (complexe industriel d'El Hadjar près d'Annaba) considérée comme nécessaire à la création d'une économie réellement indépendante, et à l'industrie, source de devises (pétrole, gaz naturel, avec le complexe de liquéfaction de gaz d'Arzew, construit par une société américaine). Ce choix est sans doute un choix discutable pour un pays en développement (investissements énormes, peu d'emplois créés, centralisation excessive) mais il a au moins le mérite d'une certaine cohérence. La mise

en place de la Gestion Socialiste des Entreprises, qui vise à donner un certain pouvoir aux travailleurs par l'intermédiaire des Assemblées d'Unité, viendra peut-être tempérer l'aspect technocratique d'une telle orientation, que l'avenir seul jugera.

● **La Révolution agraire.** Divisée en plusieurs phases (nationalisation et « redistribution » des terres abandonnées par les colons et les absenteïstes, puis de celles des gros propriétaires fonciers, puis des troupeaux des gros éleveurs) elle est un aspect fondamental de la politique algérienne et une source de conflits très révélateurs de la nature de la société algérienne. Elle s'est traduite par la création de domaines « autogérés » puis de coopératives diverses et actuellement la construction de « villages socialistes » (1 000 au total sont programmés). Quel en est le résultat à l'heure actuelle ? Ni plus ni moins brillant que les tentatives de réformes agraires qui ont été effectuées dans le reste du monde : là où elle a été appliquée, elle a effectivement permis aux petits fellahs (paysans) de vivre décemment alors qu'avant leur sort était entièrement lié au colon ou au gros propriétaire et dépendait de son « bon vouloir ». Le logement en « village socialiste » — malgré tous leurs défauts —, a sorti nombre de fellahs de « gourbis » en terre ou en branchages. Par contre, il est vrai que les rendements agricoles se sont effondrés (8 q/ha de blé dans les domaines de la riche plaine de la Mitidja), pour plusieurs raisons, dont des problèmes de matériel (trop archaïque, insuffisant, ou moderne mais inutilisable par manque de techniciens et de pièces détachées), de « fonctionnarisation » des paysans et de développement d'un parasitisme très important (de nombreux habitants des do-

maines de la Mitidja travaillent à Alger dans des bureaux ou des usines).

Un certain « je m'en foutisme »

L'autre grande carence de la Révolution agricole tient aux problèmes de commercialisation et de distribution, problèmes cruciaux car c'est là-dessus que l'agriculture est jugée par l'Algérien moyen des villes. Or, il faut dire que les fruits et légumes sont chers et parfois difficiles à trouver : même les oranges et mandarines coûtent 3 D.A. le kg en pleine saison (le salaire minimum est de 800 D.A., et encore n'est-il appliqué que dans les sociétés nationales et la Fonction publique) sans parler des « pénuries » de pommes de terre par exemple. La viande dans le commerce privé atteint fréquemment 40 D.A. le kg.

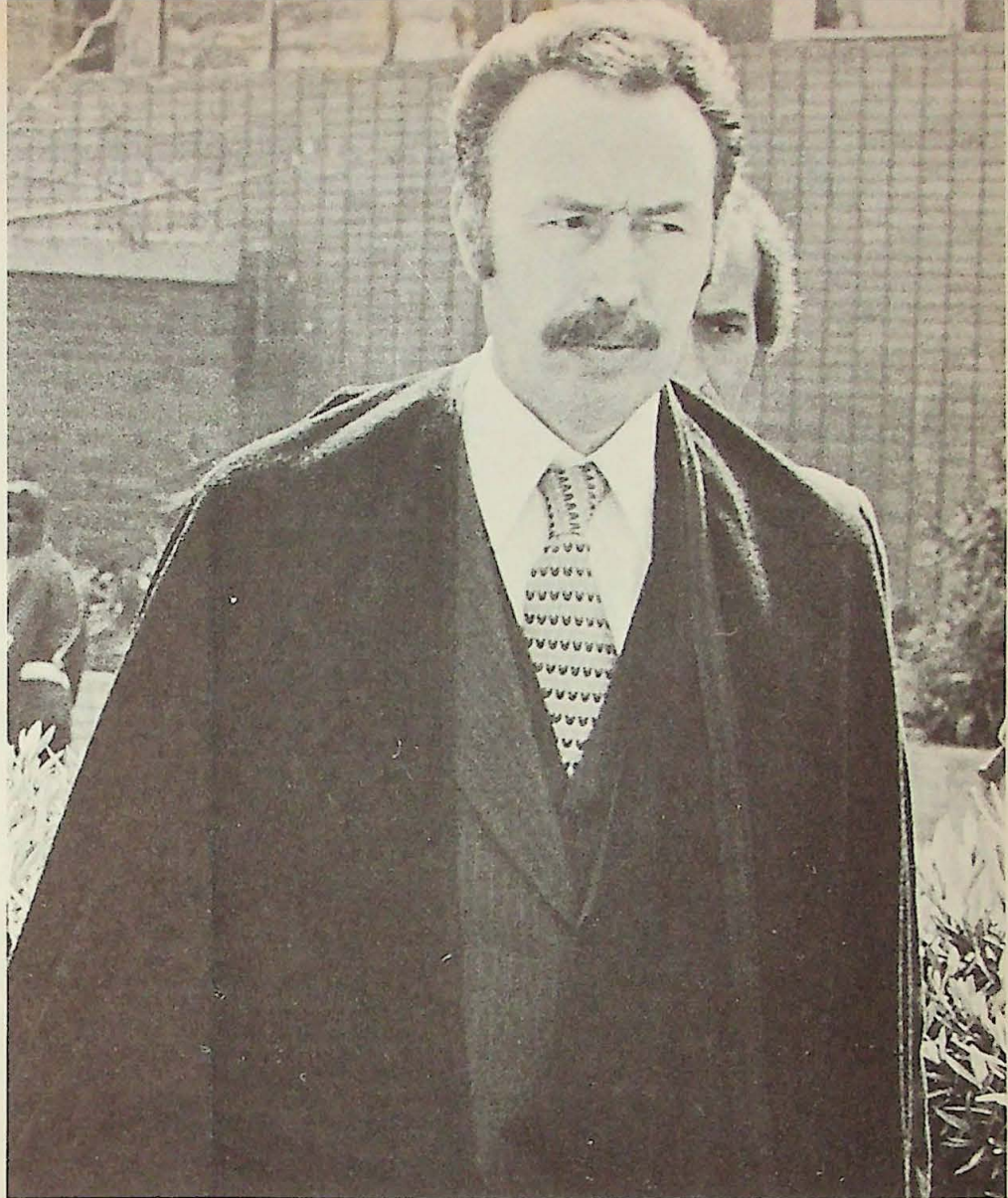
L'analyse des responsabilités de cet état de fait est difficile à établir avec précision, mais il est évident qu'au moins deux phénomènes y concourent : les insuffisances « techniques » et un certain « je m'en foutisme » de la part de certains offices de commercialisation d'une part ; d'autre part, de très réelles tentatives (réussies) de sabotage de la Révolution agraire. Ce sabotage, dont les responsabilités se trouvent à tous les niveaux d'application (y compris les plus élevés) sont de plusieurs ordres : blocage des nationalisations par un responsable local (communal ou « départemental ») ou national (actuellement la troisième phase — qui touche les grands troupeaux —, est au point mort ; or, de très hautes personnalités en possèdent) ; désorganisation de la distribution, aboutissant à la destruction de tonnes de pommes de terre et d'abricots à Mascara alors qu'Alger en manquait sérieusement ; insuffisance de l'implantation des Souk el Fellah (magasins d'Etat de produits agricoles aux prix réellement contrôlés et abordables) ; campagnes de dénigrement de la Révolution agraire et même d'intimidation des militants qui veulent l'activer.

C'est un fait que la Révolution agraire s'attaque à la base même des survivances encore importantes des féodalités agraires, féodalités souvent voilées derrière les discours « révolutionnaires » de leurs bénéficiaires.

● **Troisième révolution : la Révolution culturelle.** Fondée sur l'« arabisation » et le développement et la démocratisation de l'enseignement. L'arabisation, après une phase d'enthousiasme parfois un peu suspecte, est actuellement, non pas remise en cause comme but à long terme, mais ramenée à un rythme plus « réaliste » ; elle nécessiterait à l'heure actuelle l'emploi de trop d'enseignants des pays du Moyen-Orient, dont le niveau de formation largement insuffisant a créé de réelles catastrophes pour le niveau des élèves des « filières » arabisées. Actuellement, l'Algérie attend d'avoir formé suffisamment d'enseignants algériens arabisés (c'est en bonne voie) pour relancer l'arabisation.

La moitié de la population a moins de 20 ans

Quant au développement de l'enseignement, des progrès quantitatifs remarquables ont été enregistrés puisque actuellement 70 % des jeunes de moins de 14 ans (90 % des garçons et 55 % des filles) sont scolarisés. Il faut souligner que cette situation est d'autant plus remarquable qu'elle paraît de pres- que rien à l'indépendance et qu'elle a été



Houari Boumedienne :
Il a désormais un successeur

acquise malgré un taux de croissance de population les plus forts du monde (3,2 % par an, la moitié de la population a moins de 17 ans !). Par contre, les problèmes de niveau de l'enseignement et de l'algérianisation des enseignants ne sont pas encore résolus ; ce n'est peut-être qu'une question de temps. L'enseignement supérieur se trouve face à un problème d'effectifs encore plus criant : le nombre d'étudiants est passé de 35 000 à 53 000 entre 1974 et 1976. A l'heure actuelle il semble que la solution adoptée par le ministère de l'Enseignement supérieur soit la solution de facilité : sélection plus sévère, instauration d'un numerus clausus en médecine, etc., et cela malgré une certaine combativité des étudiants qui utilisent, à juste titre, le texte de la Charte Nationale pour dénoncer de telles mesures.

Trois problèmes d'ordre plus général ne peuvent se placer dans les catégories précédemment évoquées : la situation de la femme algérienne, le poids de l'Islam et des traditions et le « problème kabyle ».

La situation de la femme algérienne a, il faut bien le dire, peu changé depuis l'indépendance, sauf sur un plan matériel. La récente « affaire Maschino » a encore prouvé que la mentalité moyenne de l'homme algérien n'a pas encore évolué à ce sujet et que la femme est encore considérée en général comme quantité négligeable, sauf pour avoir le plus possible d'enfants et les élever. Sur ce très grave problème, le gouvernement n'a pas voulu ou pas pu faire grand chose (même dans la Tunisie de Bour-

guiba l'évolution est beaucoup plus nette). Le poids de l'Islam et surtout des traditionalistes musulmans explique, pour partie au moins, cette inactivité.

Etre Kabyle

Quant au « problème kabyle », qui est un des premiers aspects auxquels s'intéressent les Français — quels qu'ils soient — qui viennent en Algérie, il faut reconnaître que c'est un problème « piégé » à l'heure actuelle. Il est en effet évident que c'est un levier rêvé pour « déstabiliser » l'Algérie ; le récent parachutage d'armes en Kabylie en provenance du Maroc est là pour le rappeler ; et derrière ceux qui, à l'étranger ou en Algérie, clament, souvent sincèrement, haut et fort leur nationalité kabyle et revendiquent l'autonomie de la Kabylie, il y a souvent un racisme anti-arabe, et surtout des gens aux buts beaucoup moins avouables qu'une simple autonomie. Par contre, il est non moins évident que ce « levier » n'existerait pas si ce problème avait été résolu autrement qu'en le niant purement et simplement comme cela a été le cas depuis l'indépendance, et si l'Algérie n'avait pas une structure aussi centralisée mais laissait une plus grande autonomie à ses régions. Il ne dépend que du pouvoir algérien de désamorcer cette bombe à retardement.

Gustave CHOPIN ■



La puce à l'oreille

● Claude Duneton, *La puce à l'oreille, anthologie des expressions populaires avec leur origine*, Paris, Stock, 1978, 931 p., 52 F.

Rassemblez tous les dictionnaires que vous connaissez, à commencer par les immortels Larousse et Littré, ajoutez-y le récent Robert mis à jour, plongez-vous dans l'irremplaçable et monstrueux ouvrage d'étymologie de M. von Wartburg, exhumez même de vos rayonnages poussiéreux le précieux *Dictionnaire universel de Furetière* (1690) — il vient d'ailleurs d'être réédité —, eh bien, il y a des expressions que vous employez quotidiennement dont vous ne viendrez pas à bout.

C'est si vrai que les professeurs — qui en principe savent tout, et généralement plus encore —, « tomberont en panne », ou « dans le panneau », bref seront « paumés » si d'aventure, eux qui en « connaissent pourtant un rayon », « étant d'attaque », ils voulaient vous « dorer la pilule ». Conclusion : il est plus facile de « jeter de la poudre aux yeux » et « d'amuser le parterre » que de tenir vraiment « la dragée haute ».

Duneton, qui aime bien la belle langue de nos provinces, des expressions comme celles-là en recense des dizaines et des dizaines. Et dans tous les domaines : l'amour, la chasse, l'Eglise, la justice, ou encore la mode et les us et coutumes. Les plus prisées aujourd'hui ne sont pas forcément les plus récentes. Exemple : « prendre son pied », qui date du XIX^e siècle. Un « pied » qui n'a d'ailleurs rien à voir avec l'argotique « panard » ; enfin, pas directement. Son étymologie est le « pied », ancienne mesure de 33 cm, et désignait au siècle dernier la part revenant à chaque voleur dans le partage du butin. « Prendre son pied » c'est par conséquent prendre sa part. La meilleure étant sans doute celle qu'on retire d'une très ancienne pratique.

Itou de l'expression « avoir la puce à l'oreille », dont le sens est tout entier résumé dans ces deux vers de La Fontaine : « *Fille qui pense à son amant absent / Toute la nuit, dit-on, a la puce à l'oreille.* » Fille ou garçon d'ailleurs.

Ce faisant Claude Duneton ressuscite, pour illustrer telle ou telle locution, tel ou tel texte qu'on dit de « l'ancien français » ; ni si ancien, ni si français qu'on pourrait se l'imaginer d'ailleurs. ■

Dansons la Carmagnole

● Robert Brécy, *Le florilège de la chanson révolutionnaire*, Paris, éd. Hier et Demain, 1978, 115 F.

L'ouvrage de Robert Brécy n'est pas seulement un remarquable travail d'érudition. C'est aussi une œuvre d'historien du mouvement ouvrier et populaire, de sociologue et de musicologue, car pour la plupart de ces chansons, l'auteur s'est attaché à restituer la musique grâce à des recherches le plus souvent ardues. (Il est même certaines œuvres dont il n'a pu retrouver les notes que dans les dossiers de police.)

De la Carmagnole à l'Internationale, des chansons babouvistes à certaines œuvres de Montelhus, la plupart de ces chants sont incontestablement révolutionnaires. D'autres, simplement « contestataires », participent à la critique des institutions, jouent tout de même un rôle subversif. Chansons sociales, chansons du peuple, elles traduisent les aspirations, les sentiments, les revendications des ouvriers, des artisans, des employés. A travers ces chansons revivent toutes les luttes populaires dont elles étaient d'ailleurs l'une des armes les plus efficaces. Comme le dit le grand chansonnier communal et socialiste, J.-B. Clément, que cite Brécy, « *Tenant compte des progrès accomplis, des luttes terribles soutenues pour répandre les idées de justice et d'indépendance, des efforts pour les inculquer à ceux qui souffrent, nous pensons que nous ne devons rien négliger pour les rendre compréhensibles et la chanson nous apparaît comme le moyen le plus efficace pour les faire pénétrer dans les esprits et dans les cœurs.* »

150 ans d'histoire du mouvement social à travers plus de deux cents chansons prolétaires toujours replacées avec précision dans leur contexte par Robert Brécy, chansons reproduites en fac-similé paroles et musique et une centaine d'autres citées partiellement dans un volume relié et magnifiquement illustré de dessins et gravures d'époque, ainsi se présente ce « florilège » que l'auteur adresse à tous ceux qui s'intéressent à la chanson sociale, à la chanson de jadis, de naguère et d'aujourd'hui en leur disant : « *Que ces chansons sorties du cœur du peuple revivent en vous !* ».

V. L. ■

La lucidité et la grandeur

● Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, coll. « Politique » (réédition), éd. du Seuil, 1979, 425 p., 20 F.

Victor Serge est né en 1890, à Bruxelles, dans une famille d'opposants au régime tsariste. Doté du seul enseignement ecclésiastique de son père, il commence à gagner sa vie dès l'âge de 15 ans, exerçant de multiples métiers. Il entre presque aussitôt dans cette cohorte de révolutionnaires professionnels qui essaime l'Europe là où s'écroulent les vieux empires comme châteaux de cartes,

là où se construisent les révolutions devant changer la face du monde. En fait, susciter de nouveaux despotes. Tel fut le sort de la révolution bolchévique que Victor Kibalitchie rallia au sortir des geôles françaises où il croulait presque tout le temps de la première guerre mondiale, d'abord en tant que condamné (injustement) dans l'affaire de la bande à Bonnot puis en tant qu'apatride.

Dès 1917, il est investi d'importantes responsabilités dans le domaine de la propagande, ce qui lui vaut de rencontrer les personnages à la fois les plus importants et les plus modestes de la révolution d'octobre. Défenseur acharné des acquis de 1917 contre les menées des armées blanches et justifiant à ce titre les méthodes d'exception dont usent les bolcheviks pour se maintenir au pouvoir, il en condamne la perpétuation, finit par se rallier à l'opposition de gauche dirigée par Trotski avant d'être exclu du P.C. puis déporté.

Ses amis littéraires français et belges le sauveront d'une mort certaine après une longue campagne de solidarité. Chassé d'U.R.S.S. en 1936, exilé au Mexique en 1940, il y meurt en 1947, seul, ayant rompu avec le trotskisme, mais non avec le marxisme comme ses détracteurs ont pu l'affirmer. Il fut jusqu'à la fin le défenseur d'un socialisme humaniste, en somme un « *hérétique en une époque d'orthodoxies* » comme l'écrivit justement Jean Duvignaud.

Victor Serge a subi un peu plus de dix années de captivités diverses, milité dans sept pays, écrit une vingtaine d'ouvrages. Au terme de sa vie, il ne possédait rien sinon et « *après y avoir beaucoup réfléchi* », la certitude que « *ni l'esprit scientifique du marxisme ni son apport à la fois rationnel et idéaliste à la conscience moderne* » ne pouvait être mis en doute. Et qu'en même temps, « *la liberté de la pensée [...]* est une des valeurs les plus essentielles ».

Victor Serge fut probablement le premier à définir l'Etat soviétique comme un Etat totalitaire. Comme le souhaite Jean Rièrre, qui, au nom de l'Association Victor Serge, a effectué un énorme et utile travail d'annotations, il importe que d'un tel homme, « *l'on découvre et reconnaisse enfin la lucidité et la grandeur* ». Et qu'on s'en serve.

Michel ETIENNE ■

Le regard de Plantu

● Plantu, *Pauvres chéris*, préface de Claude Julien, texte de Victor Batsch, Paris, éd. Le Centurion 1979, 125 p., 38 F.

Plantu, les lecteurs du Monde le connaissent bien. Les dessins rassemblés dans ce recueil disent mieux que maints volumes l'exploitation brutale du tiers monde, son cortège de misères et d'atrocités. Comme l'écrit très justement Claude Julien : « *ce dont l'analyste avec tout son sérieux ne parvient pas à vous convaincre, seuls deux artistes peuvent vous le prouver : le romancier et le dessinateur, quand ils font appel à la raison et à la sensibilité sans dissocier l'une de l'autre. Car leur regard dissipe les faux semblants* ». Tout est dit. Il reste à voir. Et c'est incomparable.

M. E. ■

MAINTENANT

Dès les origines, le P.S.U. a participé au projet d'hebdomadaire **Maintenant**. Au fur et à mesure que ce projet se précisait, se clarifiait, cette participation est devenue plus forte : le congrès de Saint-Etienne (cf. TS n° 810) a décidé de soutenir politiquement ce projet et a appelé les militants du parti à en assurer le succès.

POURQUOI CET ENGAGEMENT ?

Parce que **Maintenant**, tel qu'il se définit actuellement, par son contenu et son équipe, peut être le moyen d'expression privilégié de cette « gauche différente » que nous voulons construire.

Parce qu'un lieu de rencontre entre militants des différents courants critiques de la gauche, du mouvement ouvrier et social, est nécessaire, face aux impasses et aux exclusives des appareils dominants.

Parce que le courant autogestionnaire, dont la présence dans **Maintenant** n'a cessé de s'affirmer, a un double besoin : s'exprimer en tant que tel (et dans sa diversité), se confronter avec d'autres.

Par rapport à ces besoins et à ces

nécessités, les moyens d'expression traditionnels que sont les journaux de parti et d'organisation sont insuffisants... y compris au regard de leurs difficultés financières.

OU EN EST LE PROJET ?

Par rapport au projet initial, **Maintenant** a évolué sur deux plans : celui de la clarté politique, ce dont témoigne son second appel, davantage orienté vers les travailleurs et le mouvement social, signé par de nombreux responsables de syndicats et d'associations populaires ; celui du contenu journalistique, plus simple, moins « parisien » (il ne s'agit pas de « concurrencer » le **Nouvel Observateur**, mais de se situer sur un autre terrain), plus nouveau sans doute. Un plan de financement et un compte d'exploitation prévisionnel rigoureux ont été établis.

Sur le plan financier, l'objectif initial est en vue : mais il reste encore à faire un effort important pour atteindre le montant total de la souscription en capital (450 millions de centimes) et garantir ainsi, non seulement la sortie mais aussi, pour plusieurs années, l'existence du journal. Et cette garantie est décisive : elle permettra à **Maintenant** d'éviter un embourbement financier chroni-

que, et à ses lecteurs, de ne pas subir le cycle infernal des relances, souscriptions et quêtes variées qu'ils ont douloureusement expérimenté à propos de **PH** et de **TS**...

LA RESPONSABILITE DES MILITANTS AUTOGESTIONNAIRES

Une occasion existe de doter le courant autogestionnaire d'une véritable tribune et d'un lieu de confrontation avec les autres sensibilités de la « gauche différente ». Il serait criminel de la laisser échapper ! Des militants du P.S.U., le P.S.U. lui-même ont largement contribué à la naissance et au développement du projet **Maintenant**. L'ensemble des militants du courant autogestionnaire, et donc d'abord ceux du parti, doit aujourd'hui permettre à ces efforts d'aboutir, et à ce qui sera « leur » journal de naître.

Comment faire ? C'est très simple ! Il ne s'agit pas ici de financer à fonds perdus, mais de souscrire des actions, de « souscrire aujourd'hui, pour ne plus renflouer demain ».

Alors, souscrivez (voir plus bas). Autogestionnaires, encore un effort...

Comment fonctionnera Maintenant

Voici les organes vitaux du journal :

- **l'assemblée des actionnaires**, qui prend les grandes décisions engageant l'avenir du journal ;
- **le comité éditorial**, pluraliste, composé de militants du P.S.U., du P.S., du P.C.F., de militants écologistes, féministes, non-violents, syndicalistes : il définit l'orientation du journal ;
- **la rédaction**, elle-même pluraliste, composée de journalistes professionnels, a la maîtrise de la fabrication quotidienne du journal, dans le cadre de l'orientation générale définie par le comité éditorial ;
- **l'équipe administrative** a pour tâche d'assurer la gestion du journal avec toute la rigueur nécessaire pour éviter les crises financières à répétition qui ont, dans le passé, abouti à la disparition de tant de journaux de ce type (comme **Politique-Hebdo**, dernier en date)...

Pour financer MAINTENANT

Je, soussigné.....

déclare souscrire par le présent bulletin,action (s) de trois cents francs chacune.

A l'appui de ma souscription, je verse la somme de représentant le quart ou la totalité* du montant nominal des actions souscrites.

Je m'engage à verser le solde.....suivant les appels de fonds qui seront faits par le directoire.

Fait àle

Signature

* rayer la mention inutile